

Marcelo Rebelo de Sousa remporte l'élection présidentielle au Portugal dès le 1er tour de scrutin

Corinne Deloy

Résultats

Résumé :

Marcelo Rebelo de Sousa, ancien dirigeant du Parti social-démocrate (PSD) (1996-1999), soutenu par le PSD et le Parti populaire (PP), a été élu à la présidence de la République portugaise dès le 1er tour de scrutin qui s'est déroulé le 24 janvier avec 52% des suffrages. Antonio de Sampaio da Novoa, soutenu par LIVRE/Tempo de Avançar (Libre/Il est temps d'avancer) (L/TDA) et le Parti communiste des travailleurs (PCTP/MRPP), est arrivé en 2e position avec 22,89% des voix. La 3e place est revenue à la députée européenne Marisa Matias (Bloc des gauches, BE), qui a recueilli 10,13% des suffrages. Elle est suivie par Maria de Belem, ancien dirigeante du Parti socialiste (2011-2014), qui se présentait en candidate indépendante et qui a obtenu 4,24% des voix. Les 6 autres candidats ont recueilli moins de 4% des suffrages.

La participation a été légèrement plus élevée que lors du 1er tour de la précédente élection présidentielle du 23 janvier 2011 et s'est établie à 48,84% (+ 2,32 points).

Résultats du 1er tour de l'élection présidentielle du 24 janvier au Portugal

Participation : 48,84%

Candidats	Nombre de voix obtenues	Pourcentage des suffrages recueillis
Marcelo Rebelo de Sousa (Parti social-démocrate/Parti populaire, PSD/PP)	2 410 170	52
Antonio de Sampaio da Novoa	1 060 773	22,89
Marisa Matias (Bloc des gauches, BE)	469 310	10,13
Maria de Belem (indépendante)	196 585	4,24
Edgar Silva (Parti communiste portugais, PCP)	182 906	3,95
Vitorino Silva (indépendant)	152 045	3,28
Paulo de Moraes (indépendant)	99 881	2,15
Henrique Neto (PS)	38 910	0,84
Jorge Sequeira (indépendant)	13 756	0,30
Candido Ferreira (indépendant)	10 570	0,23

Source : <http://www.presidenciais2016.mai.gov.pt/>

Marcelo Rebelo de Sousa n'a donc pas fait mentir la tradition qui veut qu'au Portugal, le président de la République soit élu dès le 1er tour de scrutin. Ce professeur de droit, ancien ministre des Affaires parlementaires (1982-1983) et ex-chroniqueur de la chaîne de télévision TVI, qui se positionne « à l'aile gauche de la droite », a mené une campagne consensuelle, centrée sur la justice sociale et l'équilibre financier du pays, mettant sans cesse en avant son côté non partisan. « *Je ne serai le président d'aucun parti* » a-t-il déclaré s'engageant à être « *un arbitre au-dessus de la mêlée*, un président de la République libre et indépendant ». « Il a mené une campagne consensuelle, à l'écart de son camp politique, visant à capter des voix à gauche et à droite » a indiqué José Antonio Passos Palmeira, politologue.

Marcelo Rebelo de Sousa s'est également montré conciliant vis-à-vis du Premier ministre Antonio Costa (Parti socialiste, PS) et a assuré qu'il souhaitait surmonter les divisions du Portugal, un pays déchiré depuis les élections législatives du 4 octobre dernier remportées par le PSD mais sans majorité absolue. Le 24 novembre, le président de la République Antonio Cavaco Silva (PSD) a dû nommer Antonio Costa à la tête du gouvernement. Celui-ci a obtenu le soutien (sans participation) des partis de la gauche radicale : la Coalition démocratique unitaire (CDU) et le Bloc des gauches (BE). Selon Antonio Costa Pinto, politologue, Marcelo Rebelo de Sousa « *ne sera pas l'ennemi politique du gouvernement socialiste* »

« *Le président de la République ne doit pas avoir d'état d'âme vis-à-vis du gouvernement en place. Je ferai tout pour assurer sa durée* » a déclaré Marcelo Rebelo de Sousa, qui a jugé « *absolument absurde* » l'hypothèse d'une dissolution du parlement dès son arrivée au pouvoir. « *La stabilité est primordiale, il faut éviter d'avoir des gouvernements qui ne durent que 6 mois ou 1 an* » a-t-il affirmé, ajoutant : « *la priorité, c'est de raffermir la stabilité politique, l'entente nécessaire pour gouverner. Ce n'est pas le moment de diviser* ». « *Je veux rétablir l'unité nationale alors que notre pays sort d'une crise économique et sociale profonde* » a déclaré Marcelo

Rebelo de Sousa. Il a indiqué qu'il utiliserait son pouvoir d'influence auprès du gouvernement socialiste pour éviter une nouvelle détérioration de l'économie portugaise.

Le chef de l'Etat dispose par l'article 172 de la Constitution du pouvoir de dissoudre le parlement 6 mois après son entrée en fonction, une dissolution qui conduit *de facto* à de nouvelles élections législatives. Marcelo Rebelo de Sousa ne pourra toutefois pas utiliser ce pouvoir avant le mois d'avril prochain.

Les sympathisants de gauche, et notamment socialistes, se sont divisés entre plusieurs candidats, Maria de Belem, Antonio de Sampaio da Nova et Henrique Neto. Le Parti socialiste avait choisi de ne soutenir aucun candidat lors du 1er tour de scrutin, ce qui a indéniablement bénéficié à Marcelo Rebelo de Sousa. Malgré ses engagements, la victoire du candidat social-démocrate constitue une mauvaise nouvelle pour le Premier ministre socialiste.

Agé de 67 ans, Marcelo Rebelo de Sousa est diplômé de droit de l'université de Lisbonne. Il a été professeur de droit avant de devenir journaliste. Il a fondé et dirigé l'hebdomadaire Expresso en 1973. Après la révolution des œillets d'avril 1974 et à l'occasion du retour du Portugal à la démocratie, il a été l'un des fondateurs du PSD et a été élu député à l'Assemblée de la République, chambre unique du parlement, sans abandonner sa carrière académique.

En 1981, il est devenu secrétaire d'Etat à la présidence du Conseil des ministres dans le gouvernement de Francisco Pinto Balsemao (PSD). En 1982, il a été nommé ministre des Affaires parlementaires. En 1989, il échoue cependant à s'emparer de Lisbonne, battu à l'élection municipale par Jorge Sampaio (PS). En 1996, il est élu président du PSD, poste dont il démissionnera 3 ans plus tard après l'échec de son projet de coalition avec le Parti populaire.

Marcelo Rebelo de Sousa a longtemps tenu une chronique sur la chaîne de télévision TVI avant de l'abandonner pour s'engager dans la campagne présidentielle.

Lors de l'élection présidentielle, les Portugais cherchent habituellement moins à désigner un chef d'Etat partisan qu'un arbitre du jeu politique. Ce scrutin est donc le plus souvent très personnalisé même si, paradoxalement, les chefs d'Etat portugais ont toujours été des figures importantes au sein de leur parti politique. Les Portugais ne craignent pas non plus la cohabitation politique. A plusieurs reprises (1987 ou 2006 par exemple), ils ont élu un président de la République du bord politique opposé à la majorité parlementaire qu'ils avaient porté au pouvoir quelques mois auparavant. Marcelo Rebelo de Sousa prêterait serment le 9 mars prochain.

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.